

Tremblay-en-France

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

Délibération du Conseil municipal

Département de la Seine-Saint-Denis

Arrondissement du Raincy

Canton de Tremblay-en-France

Nombre de Conseillers municipaux

- en exercice : 39
- présents : 24
- excusés représentés : 10
- excusés : 5

Séance du 27 SEPTEMBRE 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt sept septembre à 19h00, le Conseil municipal de Tremblay-en-France, légalement convoqué le 21 septembre 2018, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, Salle du Conseil municipal sise 18 boulevard de l'Hôtel de Ville 93290 Tremblay-en-France sous la présidence de Monsieur ASENSI François, Maire de Tremblay-en-France.

Présents : Monsieur François ASENSI, Monsieur El Madani ARDJOUNE, Madame Virginie DE CARVALHO, Madame Nicole DUBOE, Monsieur Philippe BRUSCOLINI, Monsieur Patrick MARTIN, Madame Marie-Ange DOSSOU, Madame Aline PINEAU, Madame Gabriella THOMY, Madame Amel JAOUANI, Monsieur Alexis MAZADE, Monsieur Laurent CHAUVIN, Monsieur Pierre LAPORTE, Madame Catherine LETELLIER, Madame Maryse MAZARIN, Madame Nathalie MARTINS, Monsieur Lino FERREIRA, Monsieur Alexandre BERGH, Monsieur Mathieu MONTES, Monsieur Cédric COLLIN, Madame Catherine MOROT, Monsieur Malik OUADI, Monsieur Raphaël VAHE, Monsieur Emmanuel NAUD.

Absents excusés:

Monsieur Olivier GUYON ayant donné pouvoir à Madame Virginie DE CARVALHO, Madame Henriette CAZENAVE ayant donné pouvoir à Monsieur El Madani ARDJOUNE, Madame Céline FREBY ayant donné pouvoir à Monsieur Lino FERREIRA, Madame Solenne GUILLAUME ayant donné pouvoir à Monsieur Mathieu MONTES, Monsieur Amadou CISSE ayant donné pouvoir à Madame Marie-Ange DOSSOU, Madame Karol POULEN ayant donné pouvoir à Madame Aline PINEAU, Monsieur Pascal SARAH ayant donné pouvoir à Madame Maryse MAZARIN, Madame Fabienne LAURENT ayant donné pouvoir à Monsieur Pierre LAPORTE, Monsieur Bernard CHABOUD ayant donné pouvoir à Monsieur Philippe BRUSCOLINI, Monsieur Samir SOUADJI ayant donné pouvoir à Monsieur Alexis MAZADE.

Excusés:

Madame Nijolé BLANCHARD, Madame Nathalie SOUTINHO, Monsieur Cyril LEMOINE, Monsieur Franck MISSON, Monsieur Florent DEWEZ.

Secrétaire de séance (en application de l'article L.2121-15 du Code général des Collectivités territoriales) :
M. Alexis MAZADE, Maire adjoint.

--oOo--

Délibération n° 2018-126 : Approbation du taux de la taxe d'aménagement

Le Conseil municipal,

Vu la note explicative de synthèse,

Vu le code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-29 et L 2131-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 331-1 et suivants, L 331-7, L 331-12 et L 31-10-1,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 11-177 du 29 septembre 2011 fixant le taux et les exonérations de la taxe d'aménagement pour une durée d'un an reconductible à défaut de nouvelle délibération,

Vu la délibération n°2014-274 du 6 novembre 2014 fixant le taux et les exonérations de la taxe d'aménagement sans limite de durée,

Considérant que l'article précité du code de l'urbanisme prévoit que les communes peuvent fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1% et 5%, selon les aménagements à réaliser, par secteurs de leur territoire,

Considérant que sur 40 communes de Seine-Saint-Denis et limitrophes recensées, Tremblay-en-France a le taux le plus bas et la très grande majorité a un taux de 5%,

Considérant la rigueur budgétaire infligée aux collectivités par l'état,

Considérant la nécessité de financer les équipements publics nécessaires au développement urbain, et plus généralement, les politiques urbaines et les actions liées à une urbanisation équilibrée, économe en foncier et respectueuse de l'environnement,

Vu le budget communal,

à la majorité , 1 voix contre (Monsieur Emmanuel NAUD.) , 1 abstention (Monsieur Laurent CHAUVIN.)

DELIBERE

ARTICLE 1.

VOTE le taux de 5 % sur l'ensemble du territoire communal pour la taxe d'aménagement à compter du 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 2.

DECIDE de maintenir les exonérations de taxe d'aménagement en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

- Totalelement les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 du code de la construction et de l'habitation qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 du même code (à savoir les logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI ou du PTZ+) ;

- Dans la limite de 50 % de leur surface, les locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 dudit code et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation (à savoir les logements financés avec un PTZ+).

ARTICLE 3.

La présente délibération est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département.

ARTICLE 4.

DIT que les recettes correspondantes seront inscrites au budget communal conformément à la nomenclature budgétaire en vigueur.

ARTICLE 5.

AUTORISE Monsieur le Maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement son représentant délégué, à signer tout document relatif à la présente délibération.

ARTICLE 6.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Tremblay-en-France (18 boulevard de l'Hôtel de Ville 93290 Tremblay-en-France) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig - niveau 206 rue de Paris – 93558 Montreuil cedex) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Et ont, les membres présents, signé au registre.

**Pour extrait conforme,
Le Maire,**

The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'A. ASENSI', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Maire de TREMBLAY EN FRANCE' around a central emblem.

François ASENSI
Membre honoraire du Parlement

Délibération rendue exécutoire compte tenu de :

- La transmission au représentant de l'Etat le : 29/09/18
- L'affichage le : 29/09/18
- La notification le : 09/10/18